

Manifeste d'UNI MEI en faveur de services publics de radiodiffusion indépendants et de grande qualité

1^{er} octobre 2014

Le présent manifeste s'adresse aux gouvernements, aux autorités régionales, aux directions de services publics de radiodiffusion, au public et à tous les travailleurs des médias.

Des services publics de radiodiffusion indépendants et de grande qualité sont essentiels à la liberté d'expression, à la liberté d'information, ainsi qu'au processus de prise de décision des citoyens au sein d'une société au fonctionnement démocratique. Les radiodiffuseurs du service public jouent également un rôle central dans la production dans tous les médias de programmes qui reflètent la riche diversité culturelle de leurs sociétés.

1. Indépendance des services publics de radiodiffusion

- **Garantir l'indépendance économique et politique**

Les conditions nécessaires à des services publics de radiodiffusion fonctionnels démocratiques et indépendants se sont détériorées partout dans le monde. Il convient de les améliorer et de les adapter aux défis d'une économie numérique mondialisée. Les politiques d'austérité imposées aux radiodiffuseurs publics par les gouvernements constituent souvent une tentative déguisée de diriger, de museler ou de libéraliser les services publics de radiodiffusion en tant que voix indépendante et critique dans le paysage audiovisuel. Ces politiques ne peuvent jamais justifier la fermeture de services publics de radiodiffusion et on doit être opposées.

La commercialisation excessive des services publics de radiodiffusion met leur indépendance éditoriale en péril. Elle porte atteinte aux programmations équilibrées entre actualité, programmes de divertissement, sport, documentaires, films de fictions et d'autres genres et brouille la distinction entre la radiodiffusion commerciale et le service public de radiodiffusion.

Les conseils de radiodiffusion et la direction des radiodiffuseurs publics doivent être indépendants. Une réglementation efficace doit être appliquée au niveau régional, national et international, afin de protéger les radiodiffuseurs publics contre l'influence indue des gouvernements, de partis politiques ou d'acteurs économiques. L'indépendance économique et politique des services publics de radiodiffusion va de pair avec la garantie de la liberté et du pluralisme des médias.

- **Défendre le pluralisme des médias et promouvoir la diversité culturelle et des programmations de grande qualité**

Les radiodiffuseurs publics jouent un rôle majeur en contribuant au pluralisme des médias. Ils fournissent en effet des programmes d'actualité et des informations de grande qualité, impartiaux et indépendants, ainsi que des programmations diversifiées.

Un journalisme d'investigation impartial et éthique, la protection des journalistes et des travailleurs des médias et un accès illimité aux sources d'informations sont des prérequis pour ce travail. Les gouvernements et les radiodiffuseurs publics doivent également garantir l'indépendance de tous les professionnels des médias, en particulier les rédacteurs, dans l'exercice de leur profession. Les gouvernements doivent respecter les normes nationales, internationales et régionales en matière de droits de l'Homme, telles que définies par l'ONU, l'OSCE et le Conseil de l'Europe¹.

Les services publics de radiodiffusion de grande qualité doivent être universels et atteindre tous les groupes de la société et les minorités, par le biais de contenus diversifiés encourageant l'expression de la diversité culturelle². Le contenu des programmes des services publics de radiodiffusion doit défendre les valeurs universelles des droits de l'Homme, promouvoir l'égalité des sexes et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

¹ Voir en particulier la résolution 1920 (2013) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur *L'état de la liberté des médias en Europe*, 24 janvier 2013 ; la recommandation du Conseil de l'Europe CM/Rec (2007) 3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur *la mission des médias de service public dans la société de l'information*, 31 janvier 2007.

² Telle que définie par la *Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*.

Manifeste d'UNI MEI en faveur de services publics de radiodiffusion indépendants et de grande qualité

1^{er} octobre 2014

Enfin, les radiodiffuseurs publics doivent également s'engager à promouvoir et à produire du contenu de grande qualité et à investir dans des programmations originales dans tous les genres, en interne et via des productions indépendantes. La réglementation au niveau national et international doit être adaptée aux réalités de la mondialisation et à la diffusion en ligne de contenu, afin de sauvegarder et de développer les capacités des radiodiffuseurs publics à produire, à commander et à diffuser des programmes originaux.

Les radiodiffuseurs du service public devraient conserver un large éventail de programmes produits reflétant l'histoire et la culture de leur société³.

Dans l'environnement numérique, l'accès à ces archives constitue une partie importante de leur fonction qui nécessite un financement adéquat.

- **Garantir un cadre de responsabilité des organes de gouvernance et de direction des services publics de radiodiffusion**

Les structures de gouvernance des radiodiffuseurs publics doivent rendre des comptes aux citoyens et à leur personnel quant aux décisions importantes affectant l'indépendance des services publics de radiodiffusion. Il s'agit des décisions relatives aux restructurations et à l'externalisation des employés des radiodiffuseurs publics, ainsi que des décisions majeures affectant l'indépendance politique et économique des services publics de radiodiffusion. L'indépendance des médias doit être contrôlée régulièrement, tout comme la structure de propriété de ces médias qui se doit également d'être transparente.

La responsabilité et la reddition de compte qui en découle concernent un large éventail de questions et dépasse la gestion et la gouvernance financières. Elle nécessite également que les radiodiffuseurs publics s'engagent à proposer des programmes respectueux de la diversité et de l'égalité, de l'égalité d'accès, des droits fondamentaux des citoyens, de la liberté d'expression et de la protection du contenu.

2. Financer des services publics de radiodiffusion durables dans l'économie numérique mondiale

- **Des financements durables et prévisibles**

Les radiodiffuseurs des services publics doivent bénéficier de financements adéquats et durables leur permettant de remplir leur mission de service public avec un degré élevé de professionnalisme et d'indépendance. Indépendamment des différents modèles démocratiques de financement des services publics de radiodiffusion qui existent dans le monde, le financement des services publics de radiodiffusion doit permettre aux radiodiffuseurs publics de continuer à adapter et à développer leur programmation et leurs services par rapport aux changements technologiques, économiques et structurels qui s'opèrent dans l'économie numérique mondialisée.

³ Comme mentionné, par exemple, dans le protocole d'Amsterdam sur la radiodiffusion de service public.

Manifeste d'UNI MEI en faveur de services publics de radiodiffusion indépendants et de grande qualité

1^{er} octobre 2014

3. Des emplois de qualité pour des services publics de radiodiffusion de qualité

- **Des emplois de grande qualité**

Des services publics de radiodiffusion durables assortis de services de grande qualité dépendent d'une main-d'œuvre qualifiée évoluant dans de bonnes conditions de travail. Il s'agit de rémunérer de façon équitable les créateurs et les autres travailleurs des médias, de leur permettre de trouver un équilibre adéquat entre leur vie privée et professionnelle, de respecter les normes en matière de santé et de sécurité et d'investir en permanence dans le développement des compétences de tous les travailleurs. De bonnes conditions de travail sont essentielles pour conserver une main-d'œuvre hautement qualifiée et permettre aux radiodiffuseurs publics de produire des programmes de grande qualité.

Le travail non déclaré, les emplois peu rémunérés, les emplois précaires et une gestion axée purement sur les bénéfices nuisent au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et de services publics de radiodiffusion de grande qualité.

Les décisions relatives aux radiodiffuseurs de service public doivent être prises avec la participation active des travailleurs et, en tant que service public, doivent être ouvertes aux opinions et propositions des citoyens.

- **Investissement dans les compétences et accès aux programmes d'apprentissage tout au long de la vie**

En cette période d'évolution technologique fulgurante, les travailleurs des services publics de radiodiffusion doivent avoir les moyens de constamment améliorer leurs compétences et aptitudes, indépendamment de leur statut ou de l'organisation du travail. Investir dans les qualifications et les compétences des travailleurs est essentiel pour des services publics de radiodiffusion de grande qualité. Ces investissements permettent également aux services publics de radiodiffusion de se montrer innovants. Tous les travailleurs des services publics de radiodiffusion doivent avoir droit à des formations tout au long de la vie et à des congés de formation payés.

- **Dialogue social efficace**

Des emplois de qualité nécessitent également un engagement ferme de la part des gouvernements et de la direction des radiodiffuseurs publics en faveur d'un véritable dialogue social et de véritables négociations collectives avec les syndicats. Le dialogue social doit être ouvert à tous les types de travailleurs, y compris ceux employés de manière atypique, tels que les travailleurs indépendants, freelances et à temps partiel.

Le dialogue social joue un rôle significatif dans la structuration du marché du travail et permet des adaptations en fonction des besoins spécifiques de la direction et de la main-d'œuvre à travers le secteur et au niveau de l'entreprise.